



CNI/Pacs/Mairies : Le CNI, parti associé à l'UMP, a réagi vigoureusement à la déclaration de Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la famille, en faveur de la signature du PACS dans les mairies. "Le Pacs nous a été imposé par la gauche et la droite l'a combattu. Cependant le gouvernement n'en finit plus aujourd'hui de reculer et semble céder à la pression des socialistes", s'indigne Annick du Roscoât, présidente du CNI. "Il faut lire entre les lignes : il s'agit évidemment de transformer le Pacs en un vrai mariage homosexuel alors que la loi prévoit que ce contrat doit faire l'objet d'une déclaration au tribunal d'instance. Il s'agit du premier coup de canif de Nicolas Sarkozy à la famille", ajoute-t-elle dans un communiqué demandant au gouvernement "de ne pas oublier son électorat originel qui ne peut être que déçonné". Et de conclure par cet avertissement : "Les maires CNI ne célébreront pas les Pacs en mairie !"